

Questions orales

M. Hnatyshyn: Il vous rappelle à l'ordre. Vous devez vous rasseoir quand il se lève.

Une voix: Il n'a pas besoin de vous pour faire son travail.

M. le Président: A l'ordre! Je m'adresserai aux deux côtés de la Chambre en disant qu'il y a eu aujourd'hui beaucoup d'échanges qu'il aurait été préférable d'éviter.

M. Deans: Même si le premier ministre veut répondre à toutes les questions lui-même, ne convient-il pas que les employés qui sont directement au courant des faits et qui ont été mêlés à cette affaire devraient pouvoir répondre au Parlement du Canada et que nous devrions leur donner la chance de le faire selon la procédure parlementaire?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je n'ai jamais essayé de répondre à toutes les questions moi-même. J'ai fait ce qu'un premier ministre doit faire à mon avis, c'est-à-dire répondre à toutes les questions, peu importe si elles manquaient de courtoisie ou si elles étaient indignes d'un député. C'est l'essence même du comportement à adopter au Parlement. Les renseignements que mon ami a demandés...

Une voix: Vous contournez la question, Brian.

M. Mulroney: ... ont tous été fournis...

M. Deans: Non.

M. Mulroney: ... sans exception.

M. Deans: Non.

M. Mulroney: C'est à cela que sert la période des questions. C'est à cela que sert la Chambre des communes et les Canadiens le savent.

* * *

LE COMMERCE**LES NÉGOCIATIONS CANADO-AMÉRICAINES—LA DÉCLARATION ATTRIBUÉE À L'AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS**

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry): Monsieur le Président, ma question s'adresse également au premier ministre. Depuis la déclaration de jeudi dernier au sujet des négociations proposées avec les États-Unis, le gouvernement n'a absolument pas précisé aux Canadiens le genre d'industries dont il sera question lors de ces négociations. Par contre, un grand nombre de responsables américains nous ont fait profiter de leur sagesse en précisant les questions qui devraient ou ne devraient pas être négociées par le Canada.

En particulier, monsieur le Président, l'ambassadeur des États-Unis a déclaré, hier, à Saskatoon, que les questions essentielles d'identité nationale et de développement régional devraient faire partie de ces négociations. Il a parlé notamment des secteurs des banques, de l'édition, de la radiotélédiffusion et du bois de construction.

M. Hnatyshyn: La question!

M. Axworthy: Quand le gouvernement va-t-il nous donner une idée précise des industries dont il sera question dans le cadre des négociations? Et quand le premier ministre commencera-t-il à répondre à ces bureaucrates américains, afin que

nous puissions établir notre propre position de négociation, sans devoir compter sur eux pour nous dicter notre conduite?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, l'ambassadeur des États-Unis est, bien entendu, tout à fait libre de signaler ce que les Américains voudraient voir négocier, si négociations il y a. Le premier ministre et moi-même, ainsi que d'autres ministres, avons signalé très clairement que dans les négociations qui pourraient avoir lieu, l'identité culturelle au Canada n'est pas un sujet qu'entend négocier le gouvernement qui a récemment affirmé la souveraineté de notre pays, après que l'ancien gouvernement eût refusé de le faire...

Des voix: Oh, oh!

M. Turner (Vancouver Quadra): Trop et trop tard.

M. Clark (Yellowhead): ... pendant 16 ans.

Des voix: Bravo!

M. Clark (Yellowhead): Les programmes sociaux du Canada ne sont pas négociables, car ils font partie de notre édifice social. Nous en avons donné l'assurance aux Canadiens. Les députés devraient cesser de semer la peur dans le pays.

M. Axworthy: Apparemment, monsieur le Président, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures est incapable de comprendre la différence qu'il y a entre tenter d'obtenir les renseignements voulus, afin que les Canadiens puissent débattre en connaissance de cause cette question, et semer la peur.

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry): Je voudrais demander plus précisément au secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'il souscrit aux propos tenus par l'ambassadeur des États-Unis ou si le gouvernement rejette la position selon laquelle nous devrions limiter nos exportations de bois de construction et inclure dans les négociations les secteurs des banques, de l'édition et de l'agriculture et d'autres questions de nature culturelle? Le ministre nie-t-il, à ce stade-ci, que l'ambassadeur des États-Unis ait tort? Ou prétend-il qu'il a raison d'affirmer que ces questions doivent être négociées?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, c'est peut-être peu demander, mais j'espère que ma réponse sera plus claire que la question.

Des voix: Oh, oh!

M. Clark (Yellowhead): L'ambassadeur des États-Unis est libre d'affirmer ce qu'il veut au sujet de la position du Canada.

Je voudrais souligner brièvement deux choses, si vous le permettez, monsieur le Président. Je crois que les Canadiens, actuellement dans l'expectative, veulent deux choses dans ces négociations: tout d'abord, ils désirent que l'intérêt du Canada soit protégé sur le plan culturel et social et surtout sur le plan commercial et économique. Ensuite, nous savons que si ces négociations ont bel et bien lieu, nous aurons affaire à des gens extrêmement coriaces. Ce qu'on me demande de faire maintenant c'est de préciser à l'avance, par l'entremise du parti libéral à la Chambre des communes, la position que le Canada pourrait adopter à la table des négociations. En ce qui concerne le Canada, ce serait courir à l'échec et je n'ai pas l'intention de laisser les libéraux nous y conduire.